



Nations Unies

Assemblée générale

AG/PAL/1300

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**LE BUREAU DU COMITÉ POUR L'EXERCICE DES DROITS DES PALESTINIENS SALUE LA
FORMATION
D'UN GOUVERNEMENT DE CONSENSUS NATIONAL DE L'ÉTAT DE PALESTINE**

Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien salue la formation d'un Gouvernement de consensus national de l'État de la Palestine, qui a prêté serment le 2 juin 2014 à Ramallah devant le Président Mahmoud Abbas. Dirigé par le Premier Ministre, Rami Hamdallah, le Gouvernement, composé de personnalités indépendantes, rendra compte au Président Abbas. Le Bureau observe que le nouveau Gouvernement d'unité aura pour principal mandat de veiller aux préparatifs des élections législatives et présidentielle qui auront lieu dans six mois, et à la reconstruction de Gaza. Le Bureau a également salué les assurances données par le Président Abbas et le Premier Ministre Hamdallah quant à l'engagement du nouveau Gouvernement à respecter les accords conclus par le passé, les initiatives politiques internationales et des solutions pacifiques.

Le Bureau est rassuré par le fait que les principales factions palestiniennes, en réponse au désir d'unité de la majorité écrasante de la population, aient effectivement réussi à aplanir leurs différends et soient tombées d'accord sur la voie à suivre. La communauté internationale, le Comité y compris, ainsi que le Quatuor, ont constamment appelé les Palestiniens à la réunification derrière la direction légitime du Président Abbas.

La formation du nouveau Gouvernement représente un pas crucial vers la réunification du peuple palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ce qui revêt un intérêt vital pour tous ceux qui désirent sincèrement la paix. Le Bureau espère une résolution rapide de toutes les questions en suspens en vue de la réconciliation, ce qui mènerait à une réintégration de Gaza et de la Cisjordanie dans les sphères institutionnelles, économiques et de la sécurité, la tenue d'élections libres, justes et inclusives, la relance de l'Accord de 2005 réglant les déplacements et le passage, et à la reconstruction de l'économie de la bande de Gaza. En outre, il importe de consolider le cessez-le-feu, et le Bureau appelle toutes les parties prenantes, régionales et internationales, à œuvrer d'une façon constructive dans cet objectif. Plus particulièrement, il faut lever le blocus de la bande de Gaza afin de permettre au nouveau Gouvernement de concrètement s'attaquer aux défis sérieux d'ordre politique, sécuritaire, humanitaire et économique qui se posent.

Le Bureau attend du nouveau Gouvernement palestinien qu'il continue dans la voie menant à l'établissement d'un État palestinien indépendant. Il appelle la communauté internationale à soutenir et encourager le processus palestinien de réconciliation à mesure qu'il avance. Le Bureau se félicite des expressions de soutien apportées au Gouvernement au niveau mondial, notamment les dernières annonces faites par les principaux donateurs, qui font part de leur intention de coopérer avec le nouveau Gouvernement conformément à ses engagements, et de maintenir les flux de financement. Le Bureau s'attend également à l'activation du Dispositif arabe de sécurité financière pour l'État de Palestine. Le Bureau salue aussi les encouragements des Nations Unies et du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon au nouveau Gouvernement.

Entre-temps, le Bureau dénonce l'attitude de rejet adoptée par le Gouvernement d'Israël, Puissance occupante, envers le nouveau Gouvernement, notamment sa décision de suspendre les pourparlers de paix, de geler partiellement les revenus palestiniens, d'imposer des restrictions à la liberté de mouvement des ministres palestiniens entre Gaza et la Cisjordanie et de causer des obstructions à la tenue des élections palestiniennes.

Nous appelons la communauté internationale à saisir cette occasion pour faire résolument progresser le processus de paix, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et à l'Initiative de paix arabe, vers notre vision commune de deux États souverains, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité.

* ** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel